

TREATY SERIES. No. 7.

1903.

INTERNATIONAL CONVENTION

RELATIVE TO

BOUNTIES ON SUGAR.

Signed at Brussels, March 5, 1902.

[Ratifications deposited at Brussels, June 18, 1902—February 1, 1903.]

---

*Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty.*  
May 1903.

---

LONDON:  
PRINTED FOR HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,  
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,  
PRINTERS IN ORDINARY TO HIS MAJESTY.

And to be purchased, either directly or through any Bookseller, from  
EYRE & SPOTTISWOODE, East Harding Street, Fleet Street, E.C.,  
and 32, Abingdon Street, Westminster, S.W. ;  
or OLIVER & BOYD, Edinburgh ;  
or E. PONSONBY, 116, Grafton Street, Dublin.

[Cd. 1535.] Price 1½d.

## INTERNATIONAL CONVENTION RELATIVE TO BOUNTIES ON SUGAR.

*Signed at Brussels, March 5, 1902.*

[*Ratifications deposited at Brussels, June 18, 1902—February 1, 1903.*]

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume ; le Président de la République Française ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ; Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège ;

Désirant, d'une part, égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne des différentes provenances et, d'autre part, aider au développement de la consommation du sucre ;

Considérant que ce double résultat ne peut être atteint que par la suppression des primes et par la limitation de la surtaxe ;

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, Mr. Constantine Phipps, C.B., son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ; Sir Henry Primrose, K.C.B., C.S.I. ; Sir Henry Bergne, K.C.M.G. ; Mr. A. A. Pearson ; Mr. E. C. Ozanne ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, M. le Comte de Wallwitz, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; M. de Koerner, Directeur au Département Impérial des Affaires Étrangères; M. Kühn, Conseiller Intime Supérieur de Gouvernement, Conseiller Rapporteur à l'Office Impérial du Trésor;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., et Roi Apostolique de Hongrie: pour l'Autriche-Hongrie, M. le Comte Khevenhüller Metseh, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; pour l'Autriche, M. le Baron Jorkasch-Koch, Chef de Section au Ministère Impérial et Royal des Finances; pour la Hongrie, M. de Toeyke, Sous-Secrétaire d'État au Ministère Royal Hongrois des Finances;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. le Comte de Smet de Naeyer, Ministre des Finances et des Travaux Publics, Chef du Cabinet; M. Capelle, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur-Général du Commerce et des Consultats au Ministère des Affaires Étrangères; M. Kebers, Directeur-Général des Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics; M. de Smet, Inspecteur-Général à l'Administration des Contributions Directes, Douanes et Accises au Ministère des Finances et des Travaux Publics; M. Beauvuin, Membre de la Chambre des Représentants, Industriel;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume, M. de Villa Urrutia, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges;

Le Président de la République Française, M. Gérard, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; M. Bousquet, Ancien Conseiller d'État, Directeur-Général des Douanes, Honoraire; M. Delatour, Conseiller d'État, Directeur-Général de la Caisse des Dépôts et Consignations; M. Courtin, Conseiller d'État, Directeur-Général des Contributions Indirectes au Ministère des Finances;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Commandeur Romeo Cantagalli, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; M. le Commandeur Émile Maraini, Député au Parlement Italien, Industriel;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, M. le Jonkheer de Pestel, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; M. le Baron J. d'Aulnis de Bourouill, Docteur en Droit, Professeur à l'Université d'Utrecht; M. G. Eschauzier, Industriel à La Haye; M. A. Van Rossum, Industriel à Haarlem;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège: pour la Suède, M. le Comte Wrangel, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges; M. Charles Tranchell, Industriel;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs

respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants :—

### ARTICLE I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à supprimer, à dater de la mise en vigueur de la présente Convention, les primes directes et indirectes dont bénéficieraient la production ou l'exportation des sucres, et à ne pas établir de primes de l'espèce pendant toute la durée de la dite Convention. Pour l'application de cette disposition, sont assimilés au sucre les produits sucrés tels que confitures, chocolats, biscuits, lait condensé, et tous autres produits analogues contenant en proportion notable du sucre incorporé artificiellement.

Tombent sous l'application de l'alinéa précédent, tous les avantages résultant directement ou indirectement, pour les diverses catégories de producteurs, de la législation fiscale des États, notamment :

- (a.) Les bonifications directes accordées en cas d'exportation ;
- (b.) Les bonifications directes accordées à la production ;
- (c.) Les exemptions d'impôt, totales ou partielles, dont bénéficie une partie des produits de la fabrication ;
- (d.) Les bénéfices résultant d'excédents de rendement ;
- (e.) Les bénéfices résultant de l'exagération du drawback ;
- (f.) Les avantages résultant de toute surtaxe d'un taux supérieur à celui fixé par l'Article III.

### ARTICLE II.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à soumettre au régime d'entrepôt, sous la surveillance permanente de jour et de nuit des employés du fisc, les fabriques et les raffineries de sucre, ainsi que les usines dans lesquelles le sucre est extrait des mélasses.

A cette fin, les usines seront aménagées de manière à donner toute garantie contre l'enlèvement clandestin des sucres, et les employés auront la faculté de pénétrer dans toutes les parties des usines.

Des livres de contrôle seront tenus concernant une ou plusieurs phases de la fabrication, et les sucres achevés seront déposés dans des magasins spéciaux offrant toutes les garanties désirables de sécurité.

### ARTICLE III.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à limiter au chiffre maximum de 6 fr. par 100 kilog. pour le sucre raffiné et les sucres assimilables au raffiné, et de 5 fr. 50 pour les autres sucres, la surtaxe, c'est-à-dire l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux.

Cette disposition ne vise pas le taux des droits d'entrée dans les pays qui ne produisent pas de sucre ; elle n'est pas non plus applicable aux sous-produits de la fabrication et du raffinage du sucre.

#### ARTICLE IV.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à frapper d'un droit spécial, à l'importation sur leur territoire, les sucres originaires de pays qui accorderaient des primes à la production ou à l'exportation.

Ce droit ne pourra être inférieur au montant des primes, directes ou indirectes, accordées dans le pays d'origine. Les Hautes Parties se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne, de prohiber l'importation des sucres primés.

Pour l'évaluation du montant des avantages résultant éventuellement de la surtaxe spécifiée au *littéra (f)* de l'Article I<sup>er</sup>, le chiffre fixé par l'Article III est déduit du montant de cette surtaxe : la moitié de la différence est réputée représenter la prime, la Commission Permanente instituée par l'Article VII ayant le droit, à la demande d'un État Contractant, de reviser le chiffre ainsi établi.

#### ARTICLE V.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent réciproquement à admettre au taux le plus réduit de leur tarif d'importation, les sucres originaires soit des États Contractants, soit de celles des Colonies ou possessions des dits États qui n'accordent pas de primes et auxquelles s'appliquent les obligations de l'Article VIII.

Les sucres de canne et les sucres de betterave ne pourront être frappés de droits différents.

#### ARTICLE VI.

L'Espagne, l'Italie, et la Suède seront dispensées des engagements faisant l'objet des Articles I, II, et III, aussi longtemps qu'elles n'exporteront pas de sucre.

Ces États s'engagent à adapter leur législation sur le régime des sucres aux dispositions de la Convention, dans le délai d'une année—ou plus tôt si faire se peut—à partir du moment où la Commission Permanente aura constaté que la condition indiquée ci-dessus a cessé d'exister.

#### ARTICLE VII.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent de créer une Commission Permanente, chargée de surveiller l'exécution des dispositions de la présente Convention.

Cette Commission sera composée de Délégués des divers États Contractants et il lui sera adjoint un Bureau Permanent. La Commission choisit son Président; elle siégera à Bruxelles et se réunira sur la convocation du Président.

Les Délégués auront pour mission :—

(a.) De constater si, dans les États Contractants, il n'est accordé aucune prime directe ou indirecte à la production ou à l'exportation des sucres ;

(b.) De constater si les États visés à l'Article VI continuent à se conformer à la condition spéciale prévue au dit Article ;

(c.) De constater l'existence des primes dans les États non-Signataires et d'en évaluer le montant en vue de l'application de l'Article IV ;

(d.) D'émettre un avis sur les questions litigieuses ;

(e.) D'instruire les demandes d'admission à l'Union des États qui n'ont point pris part à la présente Convention.

Le Bureau Permanent sera chargé de rassembler, de traduire, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature qui se rapportent à la législation et à la statistique des sucres, non seulement dans les États Contractants, mais également dans les autres États.

Pour assurer l'exécution des dispositions qui précèdent, les Hautes Parties Contractantes communiqueront par la voie diplomatique au Gouvernement Belge, qui les fera parvenir à la Commission, les Lois, Arrêtés, et Règlements sur l'imposition des sucres qui sont ou seront en vigueur dans leurs pays respectifs, ainsi que les renseignements statistiques relatifs à l'objet de la présente Convention.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra être représentée à la Commission par un Délégué ou par un Délégué et des Délégués-Adjoints.

L'Autriche et la Hongrie seront considérées séparément comme Parties Contractantes.

La première réunion de la Commission aura lieu à Bruxelles, à la diligence du Gouvernement Belge, trois mois au moins avant la mise en vigueur de la présente Convention.

La Commission n'aura qu'une mission de constatation et d'examen. Elle fera, sur toutes les questions qui lui seront soumises, un Rapport qu'elle adressera au Gouvernement Belge, lequel le communiquera aux États intéressés et provoquera, si la demande en est faite par une des Hautes Parties Contractantes, la réunion d'une Conférence qui arrêtera les résolutions ou les mesures nécessitées par les circonstances.

Toutefois les constatations et évaluations visées aux *littéras* (b) et (c) auront un caractère exécutoire pour les États Contractants ; elles seront arrêtées par un vote de majorité, chaque État Contractant disposant d'une voix, et elles sortiront leurs effets au plus tard à l'expiration du délai de deux mois. Au cas où l'un des États Contractants croirait devoir faire appel d'une décision de la Commission, il devra, dans la huitaine de la notification qui lui sera faite de la dite décision, provoquer une nouvelle délibération

de la Commission ; celle-ci se réunira d'urgence et statuera définitivement dans le délai d'un mois à dater de l'appel. La nouvelle décision sera exécutoire, au plus tard, dans les deux mois de sa date. La même procédure sera suivie en ce qui concerne l'instruction des demandes d'admission prévue au *littéra (e)*.

Les frais résultant de l'organisation et du fonctionnement du Bureau Permanent et de la Commission—sauf le traitement ou les indemnités des Délégués, qui seront payés par leurs pays respectifs—seront supportés par tous les États Contractants et répartis entre eux d'après un mode à régler par la Commission.

#### ARTICLE VIII.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, pour elles et pour leurs Colonies ou possessions, exception faite des Colonies autonomes de la Grande-Bretagne et des Indes Orientales Britanniques, à prendre les mesures nécessaires pour empêcher que les sucres primés qui auront traversé en transit le territoire d'un État Contractant ne jouissent des avantages de la Convention sur le marché destinataire. La Commission Permanente fera à cet égard les propositions nécessaires.

#### ARTICLE IX.

Les États qui n'ont point pris part à la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande et après avis conforme de la Commission Permanente.

La demande sera adressée par la voie diplomatique au Gouvernement Belge, qui se chargera, le cas échéant, de notifier l'adhésion à tous les autres Gouvernements. L'adhésion emportera, de plein droit, accession à toutes les charges et admissions à tous les avantages stipulés par la présente Convention, et elle produira ses effets à partir du 1<sup>er</sup> Septembre qui suivra l'envoi de la notification faite par le Gouvernement Belge aux autres États Contractants.

#### ARTICLE X.

La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1<sup>er</sup> Septembre, 1903.

Elle restera en vigueur pendant cinq années à partir de cette date, et dans le cas où aucune des Hautes Parties Contractantes n'aurait notifié au Gouvernement Belge, douze mois avant l'expiration de la dite période de cinq années, son intention d'en faire cesser les effets, elle continuera à rester en vigueur pendant une année et, ainsi de suite, d'année en année.

Dans le cas où l'un des États Contractants dénoncerait la

Convention, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à son égard ; les autres États conserveraient, jusqu'au 31 Octobre de l'année de la dénonciation, la faculté de notifier l'intention de se retirer également à partir du 1<sup>er</sup> Septembre de l'année suivante. Si l'un de ces derniers États entendait user de cette faculté, le Gouvernement Belge provoquerait la réunion à Bruxelles, dans les trois mois d'une Conférence qui aviserait aux mesures à prendre.

#### ARTICLE XI.

Les dispositions de la présente Convention seront appliquées aux provinces d'outre-mer, Colonies et possessions étrangères des Hautes Parties Contractantes. Sont exceptées toutefois les Colonies et possessions Britanniques et Néerlandaises, sauf en ce qui concerne les dispositions faisant l'objet des Articles V et VIII.

La situation des Colonies et possessions Britanniques et Néerlandaises est, pour le surplus, déterminée par les déclarations insérées au Protocole de Clôture.

#### ARTICLE XII.

L'exécution des engagements réciproques contenus dans la présente Convention est subordonnée, en tant que de besoin, à l'accomplissement des formalités et règles établies par les Lois Constitutionnelles de chacun des États Contractants.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Étrangères, le 1<sup>er</sup> Février, 1903, ou plus tôt si faire se peut.

Il est entendu que la présente Convention ne deviendra obligatoire de plein droit que si elle est ratifiée au moins par ceux des États Contractants qui ne sont pas visés par la disposition exceptionnelle de l'Article VI. Dans le cas où un ou plusieurs des dits États n'auraient pas déposé leurs ratifications dans le délai prévu, le Gouvernement Belge provoquera immédiatement une décision des autres États Signataires quant à la mise en vigueur, entre eux seulement, de la présente Convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à Bruxelles, en un seul exemplaire, le 5 Mars, 1902.

Pour la Grande-Bretagne :

(Signé)

CONSTANTINE PHIPPS.

H. W. PRIMROSE.

H. G. BERGNE.

ARTHUR A. PEARSON.

E. C. OZANNE.



Pour l'Allemagne (Signé)	GRAF VON WALLWITZ. VON KOERNER. KÜHN.
Pour l'Autriche-Hongrie : (Signé)	COMTE DE KHEVENHÜLLER.
Pour l'Autriche : (Signé)	JORKASCH-KOCH.
Pour la Hongrie : (Signé)	TOEPKE ALFRÉD.
Pour la Belgique : (Signé)	COMTE DE SMET DE NAEYER. CAPELLE. KEBERS. D. DE SMET. BEAUDUIN.
Pour l'Espagne : (Signé)	W. R. DE VILLA URRUTIA.
Pour la France : (Signé)	A. GÉRARD. BOUSQUET. A. DELATOUR. COURTIN..
Pour l'Italie : (Signé)	R. CANTAGALLI. EMILIO MARAINI.
Pour les Pays-Bas : (Signé)	R. DE PESTEL. J. D'AULNIS DE BOURQUILL. G. ESCHAUZIER. A. VAN ROSSUM.
Pour la Suède : (Signé)	COMTE WRANGEL. C. TRANCHELL.

---

*Protocole de Clôture.*

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative au régime des sucres conclue, à la date de ce jour, entre les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, des Pays-Bas, et de la Suède, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :—

*A l'Article III.*

Considérant que le but de la surtaxe est de protéger efficacement le marché intérieur des pays producteurs, les Hautes Parties Contractantes se réservent la faculté, chacune en ce qui la concerne,

(Signed)  
CONSTANTINE PHIPPS.

The 31st January, 1903, the ratifications of His Majesty the King of the United Kingdom of Great-Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, according to the conditions laid down in the note annexed.

(Signed)  
T. B. KOZIEBRODZKI.

The 31st January, 1903, the ratifications of His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary.

(Signed)  
R. CANTAGALLI.

The 1st February, 1903, the ratifications of His Majesty the King of Italy.

In accordance with Article XII of the Convention of the 5th March, 1902, the present record has been closed on to-day's date.

The Minister for Foreign Affairs  
for Belgium,

(Signed) P. DE FAVEREAU.

*Brussels, February 1, 1903.*

In depositing the ratifications of His Britannic Majesty, his Excellency the Minister of Great Britain declares that it is necessary to place on record that the Government of His Britannic Majesty will not consent under any circumstances to be bound to penalize bounty-fed sugar imported into the United Kingdom from any of the self-governing British Colonies.

He further declares that His Britannic Majesty's Government are not prepared to accept any reference of this question to the Permanent Commission to be established under Article VII, and that His Majesty's ratification of the Convention is deposited under the explicit declaration above mentioned.

The Secretary-General of the  
Ministry of Foreign Affairs of Belgium,  
(Signed) F. A. LAMBERMONT.

*Brussels, January 31, 1903.*

Au moment de déposer les ratifications de Sa Majesté Britannique, son Excellence le Ministre de la Grande-Bretagne déclare qu'il est indispensable de constater que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne consentira dans aucun cas à être obligé de pénaliser les sucres primés qui pourraient être importés dans le Royaume-Uni et qui proviendraient de l'une ou de l'autre des Colonies Britanniques autonomes.

Il déclare, en outre, qu'il ne pourrait consentir à ce qu'aucune question se rattachant à cet objet soit soumise à la Commission Permanente à établir en vertu de l'Article VII, et que la ratification de la Convention par Sa Majesté est déposée moyennant la Déclaration explicite mentionnée ci-dessus.

Pour copie conforme :  
Le Secrétaire-Général du  
Ministère des Affaires Étrangères de Belgique,  
(Signé) F. A. LAMBERMONT.

*Bruxelles, le 31 Janvier, 1903.*

(Translation.)

The Contracting Parties having unanimously agreed that the exchange of ratifications respecting the Sugar Convention signed at Brussels on the 5th March, 1902, should be effected by means of the deposit of the respective instruments in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of Belgium, the present record of deposit has, with this object, been opened in the Ministry for Foreign Affairs to-day, the 18th June, 1902.

(Signed)  
P. DE FAVEREAU.

This day has been effected the deposit of ratifications of His Majesty, the King of the Belgians.

The following have been successively deposited :

(Signed)  
BÜLOW.

The 15th January, 1903, the ratifications of His Majesty the German Emperor, King of Prussia.

(Signed)  
A. GÉRARD.

The 29th January, 1903, the ratifications of the President of the French Republic.

(Signed)  
R. DE PESTEL.

The 30th January, 1903, the ratifications of Her Majesty the Queen of the Netherlands.

sucres, signée à Bruxelles le 5 Mars, 1902, se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au Ministère des Affaires Étrangères ce jour d'hui, le 18 Juin, 1902.

(Signé)

P. DE FAVEREAU.

Ce même jour a été effectué le dépôt des ratifications de Sa Majesté le Roi des Belges.

Ont été successivement présentées au dépôt :

(Signé)

BÜLOW.

Le 15 Janvier, 1903, les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse.

(Signé)

A. GÉRARD.

Le 29 Janvier, 1903, les ratifications du Président de la République Française.

(Signé)

R. DE PESTEL.

Le 30 Janvier, 1903, les ratifications de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

(Signé)

CONSTANTINE PHIPPS.

Le 31 Janvier, 1903, les ratifications de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, dans les conditions indiquées à la note ci-annexée.

(Signé)

T. B. KOZIEBRODZKI.

Le 31 Janvier, 1903, les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, &c., &c., et Roi Apostolique de Hongrie.

(Signé)

R. CANTAGALLI.

Le 1<sup>er</sup> Février, 1903, les ratifications de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Conformément à l'Article XII de la Convention du 5 Mars, 1902, le présent procès-verbal a été clos à la date de ce jour.

Le Ministre des Affaires Étrangères  
de Belgique,

(Signé)

P. DE FAVEREAU.

*Bruxelles, le 1<sup>er</sup> Février, 1903.*

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Protocol.

Done at Brussels, the 5th March, 1902.

For Great Britain :

(Signed)

CONSTANTINE PHIPPS.  
H. W. PRIMROSE.  
H. G. BERGNE.  
ARTHUR A. PEARSON.  
E. C. OZANNE.

For Germany :

(Signed)

GRAF VON WALLWITZ.  
VON KOERNER.  
KÜHN.

For Austria-Hungary :

(Signed)

COMTE DE KHEVENHÜLLER.

For Austria :

(Signed)

JORKASCH-KOCH.

For Hungary :

(Signed)

TOEPKE ALFRÉD.

For Belgium :

(Signed)

COMTE DE SMET DE NAEYER.  
CAPELLE.  
KEBERS.  
D. DE SMET.  
BEAUDUIN.

For Spain :

(Signed)

W. R. DE VILLA URRUTIA.

For France :

(Signed)

A. GÉRARD.  
BOUSQUET.  
A. DELATOUR.  
COURTIN.

For Italy :

(Signed)

R. CANTAGALLI.  
EMILIO MARAINI.

For the Netherlands :

(Signed)

R. DE PESTEL.  
J. D'AULNIS DE BOUROUILL.  
G. ESCHAUZIER.  
A. VAN ROSSUM.

For Sweden :

(Signed)

COMTE WRANGEL.  
C. TRANCHELL.

*Procès-verbal of Deposit of Ratifications.*

Les Parties Contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications sur la Convention relative au régime des

and of Hungary, of Belgium, of Spain, of France, of Great Britain, of Italy, of the Netherlands, and of Sweden, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows:—

*As regards Article III.*

Considering that the object of the surtax is the effectual protection of the home markets of the producing countries, the High Contracting Parties reserve to themselves the right, each as concerns itself, to propose an increase of the surtax, should considerable quantities of sugar produced by one of the Contracting States enter their territories; this increase would only apply to sugar produced by that State.

The proposal must be addressed to the Permanent Commission, which will decide, at an early date, by a vote of the majority, whether there is good ground for the proposed measure, as to the period for which it shall be enforced, and as to the rate of the increase; the latter shall not exceed 1 fr. per 100 kilog.

The assent of the Commission shall only be given when the invasion of the market concerned is the consequence of real economic inferiority, and not the result of a factitious increase in price brought about by an agreement among producers.

*As regards Article XI.*

(A.) 1. The Government of Great Britain declares that no bounty, direct or indirect, shall be granted to the sugar of the Crown Colonies during the continuance of the Convention.

2. It also declares, as an exceptional measure, and reserving in principle entire liberty of action as regards the fiscal relations between the United Kingdom and its Colonies and Possessions, that, during the continuance of the Convention, no preference will be granted in the United Kingdom to Colonial sugar as against sugar from the Contracting States.

3. Lastly, it declares that the Convention will be submitted by it to the self-governing Colonies and to the East Indies, so that they may have an opportunity of giving their adhesion to it.

It is understood that the Government of His Britannic Majesty has power to adhere to the Convention on behalf of the Crown Colonies.

(B.) The Government of the Netherlands declares that during the continuance of the Convention no bounty, direct or indirect, shall be granted to sugar from the Netherland Colonies, and that such sugar shall not be admitted into the Netherlands at a lower Tariff than that applied to sugar from the Contracting States.

The present Final Protocol, which shall be ratified at the same time as the Convention concluded this day, shall be regarded as forming an integral part of the Convention, and shall have the same force, value, and duration.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Brussels, in single copy, March 5, 1902.

For Great Britain :

(Signed) CONSTANTINE PHIPPS.  
H. W. PRIMROSE.  
H. G. BERGNE.  
ARTHUR A. PEARSON.  
E. C. OZANNE.

For Germany :

(Signed) GRAF VON WALLWITZ.  
VON KOERNER.  
KÜHN.

For Austria-Hungary :

(Signed) COMTE DE KHEVENHÜLLER.

For Austria :

(Signed) JORKASCH-KOCH.

For Hungary :

(Signed) TOEPKE ALFRÉD.

For Belgium :

(Signed) COMTE DE SMET DE NAEYER.  
CAPELLE.  
KEBERS.  
D. DE SMET.  
BEAUDUIN.

For Spain :

(Signed) W. R. DE VILLA URRUTIA.

For France :

(Signed) A. GÉRARD.  
BOUSQUET.  
A. DELATOUR.  
COURTIN.

For Italy :

(Signed) R. CANTAGALLI.  
EMILIO MARAINI.

For the Netherlands :

(Signed) R. D. PESTEL.  
J. D'AULNIS DE BOUROUILL.  
G. ESCHAUZIER.  
A. VAN ROSSUM.

For Sweden :

(Signed) COMTE WRANGEL.  
C. TRANCHELL.

---

*Final Protocol.*

On proceeding to the signature of the Sugar Convention concluded this day between the Governments of Germany, of Austria

## ARTICLE X.

The present Convention shall come into force from the 1st September, 1903.

It shall remain in force for five years from that date, and in the case of none of the High Contracting Parties having notified to the Belgian Government, twelve months before the expiration of the said period of five years, its intention of terminating the effects thereof, it shall continue to remain in force for one year, and so on from year to year.

In the event of one of the Contracting States denouncing the Convention, such denunciation shall have effect only in respect to such State; the other States shall retain, until the 31st October of the year in which the denunciation takes place, the right of notifying their intention of withdrawing as from the 1st September of the following year. If one of these latter States desires to exercise this right, the Belgian Government shall summon a Conference at Brussels within three months to consider the measures to be taken.

## ARTICLE XI.

The provisions of the present Convention shall apply to the oversea Provinces, Colonies, and foreign Possessions of the High Contracting Parties. The British and Netherland Colonies and Possessions are excepted, save as regards the provisions forming the object of Articles V and VIII.

The position of the British and Netherland Colonies and Possessions is, furthermore, regulated by the Declarations inserted in the Final Protocol.

## ARTICLE XII.

The fulfilment of the mutual engagements contained in the present Convention is subject, as far as necessary, to the completion of the formalities and requirements established by the Constitutional laws of each of the Contracting States.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be deposited at the Ministry for Foreign Affairs at Brussels, on the 1st February, 1903, or earlier if possible.

It is understood that the present Convention shall become binding, as of right, only if it is ratified by those at least of the Contracting States who are not the subject of the exceptional provision of Article VI. Should one or more of the said States not have deposited their ratifications within the period stipulated, the Belgian Government shall immediately take steps to obtain a decision by the other Signatory Powers as to whether the present Convention shall come into force among them alone.



Conference, which shall take such decisions or measures as circumstances demand.

The findings and calculations referred to under letters (b) and (c) must, however, be acted on by the Contracting States; they will be passed by a vote of the majority—each Contracting State having one vote—and they will take effect in two months' time at the latest. Should one of the Contracting States consider it necessary to appeal against a decision of the Commission, the said State must, within eight days of notification to it of the said decision, require a fresh discussion by the Commission; the Commission will immediately hold a meeting, and will pronounce its final decision within one month of the date of the appeal. The new decision shall take effect, at latest, within two months of its delivery. The same procedure will be followed with regard to the preparation for consideration of demands for admission provided for under letter (e).

The expenses incurred on account of the organization and working of the Permanent Bureau and of the Commission—excepting the salaries or allowances of the Delegates, who shall be paid by their respective countries—shall be borne by all the Contracting States, and shall be divided among them in a manner to be determined by the Commission.

#### ARTICLE VIII.

The High Contracting Parties engage, for themselves and for their Colonies or possessions, exception being made in the case of the self-governing Colonies of Great Britain and the British East Indies, to take the necessary measures to prevent bounty-fed sugar which has passed in transit through the territory of a Contracting State from enjoying the benefits of the Convention in the market to which it is being sent. The Permanent Commission shall make the necessary proposals with regard to this matter.

#### ARTICLE IX.

States which have not taken part in the present Convention shall be admitted to adhere to it at their request, and after concurrence has been expressed by the Permanent Commission.

The request shall be addressed through the diplomatic channel to the Belgian Government, which shall undertake, when occasion arises, to notify the adhesion to all the other Governments. The adhesion shall entail, as of right, acceptance of all the obligations and admission to all the advantages stipulated by the present Convention, and will take effect as from the 1st September following the dispatch of the notification by the Belgian Government to the other Contracting States.

shall have found that the above-mentioned condition has ceased to exist.

## ARTICLE VII.

The High Contracting Parties agree to establish a Permanent Commission charged with supervising the execution of the provisions of the present Convention.

This Commission shall be composed of Delegates of the several Contracting States, and a Permanent Bureau shall be attached to it. The Commission elects its President; it will sit at Brussels and will assemble at the summons of the President.

The duties of the Delegates will be:—

(a.) To pronounce whether in the Contracting States no direct or indirect bounty is granted on the production or on the exportation of sugar.

(b.) To pronounce whether the States referred to in Article VI continue to fulfil the special condition foreseen by that Article.

(c.) To pronounce whether bounties exist in the non-Signatory States, and to estimate the amount thereof for the purposes of Article IV.

(d.) To deliver an opinion on contested questions.

(e.) To prepare for consideration requests for admission to the Union made by States which have not taken part in the present Convention.

It will be the duty of the Permanent Bureau to collect, translate, arrange, and publish information of all kinds respecting legislation on, and statistics of, sugar, not only in the Contracting States, but in other States as well.

In order to insure the execution of the preceding provisions, the High Contracting Parties shall communicate, through the diplomatic channel, to the Belgian Government, which shall forward them to the Commission, the Laws, Orders, and Regulations on the taxation of sugar which are or may in the future be in force in their respective countries, as well as statistical information relative to the object of the present Convention.

Each of the High Contracting Parties may be represented on the Commission by a Delegate, or by a Delegate and Assistant Delegates.

Austria and Hungary shall be considered as separate Contracting Parties.

The first meeting of the Commission shall be held in Brussels, under arrangements to be made by the Belgian Government, at least three months before the coming into force of the present Convention.

The duty of the Commission shall be limited to findings and investigations. It shall draw up a report on all questions submitted to it, and forward the same to the Belgian Government, which shall communicate it to the States interested, and, at the request of one of the High Contracting Parties, shall convoke a

## ARTICLE III.

The High Contracting Parties engage to limit the surtax—that is to say the difference between the rate of duty or taxation to which foreign sugar is liable and the rate of duty or taxation to which home-produced sugar is subject—to a maximum of 6 fr. per 100 kilog. on refined sugar and on sugar, which may be classed as refined, and to 5 fr. 50 c. on other sugar.

This provision is not intended to apply to the rate of import duty in countries which produce no sugar; neither is it applicable to the by-products of sugar manufacture and of sugar refining.

## ARTICLE IV.

The High Contracting Parties engage to impose a special duty on the importation into their territories of sugar from those countries which may grant bounties either on production or on exportation.

This duty shall not be less than the amount of the bounties, direct or indirect, granted in the country of origin. The High Contracting Parties reserve to themselves, each so far as concerns itself, the right to prohibit the importation of bounty-fed sugar.

In order to calculate the amount of the advantages eventually derived from the surtax specified under letter (f) of Article I, the figure fixed by Article III is deducted from the amount of this surtax; half of this difference is considered to represent the bounty, the Permanent Commission instituted by Article VII having the right, at the request of a Contracting State, to revise the figure thus obtained.

## ARTICLE V.

The High Contracting Parties engage reciprocally to admit at the lowest rates of their tariffs of import duties sugar the produce either of the Contracting States or of those Colonies or Possessions of the said States which do not grant bounties, and to which the obligations of Article VIII are applicable.

Cane sugar and beet sugar may not be subjected to different duties.

## ARTICLE VI.

Spain, Italy, and Sweden shall be exempted from the engagements which form the subject of Articles I, II, and III, so long as they do not export sugar.

Those States engage to adapt their sugar legislation to the provisions of the Convention within one year—or earlier if possible—from the time at which the Permanent Commission

Her Majesty the Queen of the Netherlands: M. le Jonkheer de Pestel, her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians; M. le Baron J. d'Aulnis de Bourouill, Doctor of Law, Professor at the University of Utrecht; M. G. Eschauzier, manufacturer at the Hague; M. A. van Rossum, manufacturer at Haarlem;

His Majesty the King of Sweden and Norway; for Sweden: the Count Wrangel, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians; M. Charles Tranchell, manufacturer;

Who, having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed on the following Articles:—

### ARTICLE I.

The High Contracting Parties engage to suppress, from the date of the coming into force of the present Convention, the direct and indirect bounties by which the production or exportation of sugar may profit, and not to establish bounties of such a kind during the whole continuance of the said Convention. For the application of this provision, sugar-sweetened products, such as preserves, chocolates, biscuits, condensed milk, and all other analogous products containing, in a notable proportion, artificially incorporated sugar, are assimilated to sugar.

The preceding paragraph applies to all advantages derived directly or indirectly, by the several categories of producers, from State fiscal legislation, and in particular to—

- (a.) Direct bonuses granted on exportation;
- (b.) Direct bonuses granted to production;
- (c.) Total or partial exemptions from taxation which profit a part of the products of manufacture;
- (d.) Profits derived from excess of yield;
- (e.) Profits derived from too high a drawback;
- (f.) Advantages derived from any surtax in excess of the rate fixed by Article III.

### ARTICLE II.

The High Contracting Parties engage to place in bond, under the continuous supervision, both by day and by night, of Revenue officers, sugar factories and sugar refineries, as well as factories for the extraction of sugar from molasses.

For this purpose, the factories shall be so arranged as to afford every guarantee against the surreptitious removal of sugar, and the officers shall have the right of entry into all parts of the factories.

Check registers shall be kept respecting one or more of the processes of manufacture, and finished sugar shall be placed in special warehouses affording every requisite guarantee of security.

otherwise than by the abolition of bounties and by the limitation of the surtax :

Have resolved to conclude a Convention to this effect, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say :

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India: Mr. Constantine Phipps, C.B., his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians; Sir Henry Primrose, K.C.B., C.S.I.; Sir Henry Berne, K.C.M.G.; Mr. A. A. Pearson, Mr. E. C. Ozanne;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire: M. le Comte de Wallwitz, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians; M. de Koerner, Director at the Imperial Foreign Office; M. Kühn, Superior Privy Councillor, "Conseiller rapporteur" at the Imperial Treasury;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary: For Austria Hungary: the Count Khevenhüller Metsch, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians;

For Austria: the Baron Jorkasch-Köch, Departmental Chief at the Imperial and Royal Ministry of Finance;

For Hungary: M. de Toepke, Under-Secretary of State at the Royal Hungarian Ministry of Finance;

His Majesty the King of the Belgians: the Count de Smet de Naeyer, Minister of Finance and of Public Works, Prime Minister; M. Capelle, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director-General of the Commercial and Consular Department at the Foreign Office; M. Kebers, Director-General of Customs and Excise at the Ministry of Finance and Public Works; M. de Smet, Inspector-General of Direct Taxes, Customs, and Excise at the Ministry of Finance and Public Works; M. Beauduin, Member of the Chamber of Representatives, manufacturer;

His Majesty the King of Spain, and, in his name, Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom: M. de Villa Urrutia, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians;

The President of the French Republic: M. Gérard, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians; M. Bousquet, formerly Councillor of State, Honorary Director-General of Customs; M. Delàtour, Councillor of State, Director-General of the "Caisse des Dépôts et Consignations;" M. Courtin, Councillor of State, Director-General of Indirect Taxes at the Ministry of Finance;

His Majesty the King of Italy: M. le Commandeur Romeo Cantagalli, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Majesty the King of the Belgians; M. le Commandeur Emilie Maraini, Member of the Italian Parliament, manufacturer.

de proposer un relèvement de la surtaxe dans le cas où des quantités considérables de sucres originaires d'un État Contractant pénétreraient chez elles; ce relèvement ne frapperait que les sucres originaires de cet État.

La proposition devra être adressée à la Commission Permanente, laquelle statuera à bref délai, par un vote de majorité, sur le bien fondé de la mesure proposée, sur la durée de son application et sur le taux du relèvement; celui-ci ne dépassera pas 1 fr. par 100 kilog.

L'adhésion de la Commission ne pourra être donnée que dans le cas où l'envahissement du marché considéré serait la conséquence d'une réelle infériorité économique, et non le résultat d'une élévation factice des prix provoquée par une entente entre producteurs.

*A l'Article XI.*

(A.)—1. Le Gouvernement de la Grande-Bretagne déclare qu'aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des Colonies de la Couronne pendant la durée de la Convention.

2. Il déclare aussi, par mesure exceptionnelle et tout en réservant, en principe, son entière liberté d'action en ce qui concerne les relations fiscales entre le Royaume-Uni et ses Colonies et possessions, que, pendant la durée de la Convention, aucune préférence ne sera accordée dans le Royaume-Uni aux sucres coloniaux vis-à-vis des sucres originaires des États Contractants.

3. Il déclare enfin que la Convention sera soumise par ses soins aux Colonies autonomes et aux Indes Orientales pour qu'elles aient la faculté d'y donner leur adhésion.

Il est entendu que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a la faculté d'adhérer à la Convention au nom des Colonies de la Couronne.

(B.) Le Gouvernement des Pays-Bas déclare que, pendant la durée de la Convention, aucune prime directe ou indirecte ne sera accordée aux sucres des Colonies Néerlandaises et que ces sucres ne seront pas admis dans les Pays-Bas à un tarif moindre que celui appliqué aux sucres originaires des États Contractants.

Le présent Protocole de Clôture, qui sera ratifié en même temps que la Convention conclue à la date de ce jour, sera considéré comme faisant partie intégrante de cette Convention et aura même force, valeur, et durée.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 5 Mars, 1902.

Pour la Grande-Bretagne :

(Signé)

CONSTANTINE PHIPPS.

H. W. PRIMROSE.

H. G. BERGNE.

ARTHUR A. PEARSON.

E. C. OZANNE.

Pour l'Allemagne :	
(Signé)	GRAF VON WALLWITZ. VON KOERNER. KÜHN.
Pour l'Autriche-Hongrie :	
(Signé)	COMTE DE KHEVENHÜLLER.
Pour l'Autriche :	
(Signé)	JORKASCH-KOCH.
Pour la Hongrie :	
(Signé)	TOEPKE ALFRÉD.
Pour la Belgique :	
(Signé)	COMTE DE SMET DE NAEYER. CAPELLE. KEBERS. D. DE SMET. BEAUDUIN.
Pour l'Espagne :	
(Signé)	W. R. DE VILLA URRUTIA.
Pour la France :	
(Signé)	A. GÉRARD. BOUSQUET. A. DELATOUR. COURTIN.
Pour l'Italie :	
(Signé)	R. CANTAGALLI. EMILIO MARAINI.
Pour les Pays-Bas :	
(Signé)	R. DE PESTEL. J. D'AULNIS DE BOUROUILL. G. ESCHAUZIER. A. VAN ROSSUM.
Pour la Suède :	
(Signé)	Comte WRANGEL. C. TRANCHELL.

(Translation.)

HIS Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India; His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire; His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, &c., &c., and Apostolic King of Hungary; His Majesty the King of the Belgians; His Majesty the King of Spain, and, in his name, Her Majesty the Queen-Regent of the Kingdom; the President of the French Republic; His Majesty the King of Italy; Her Majesty the Queen of the Netherlands; His Majesty the King of Sweden and Norway;

Desiring, on the one hand, to equalize the conditions of the competition between beet and cane sugar from various countries, and, on the other hand, to promote the consumption of sugar;

And considering that this twofold result cannot be attained